

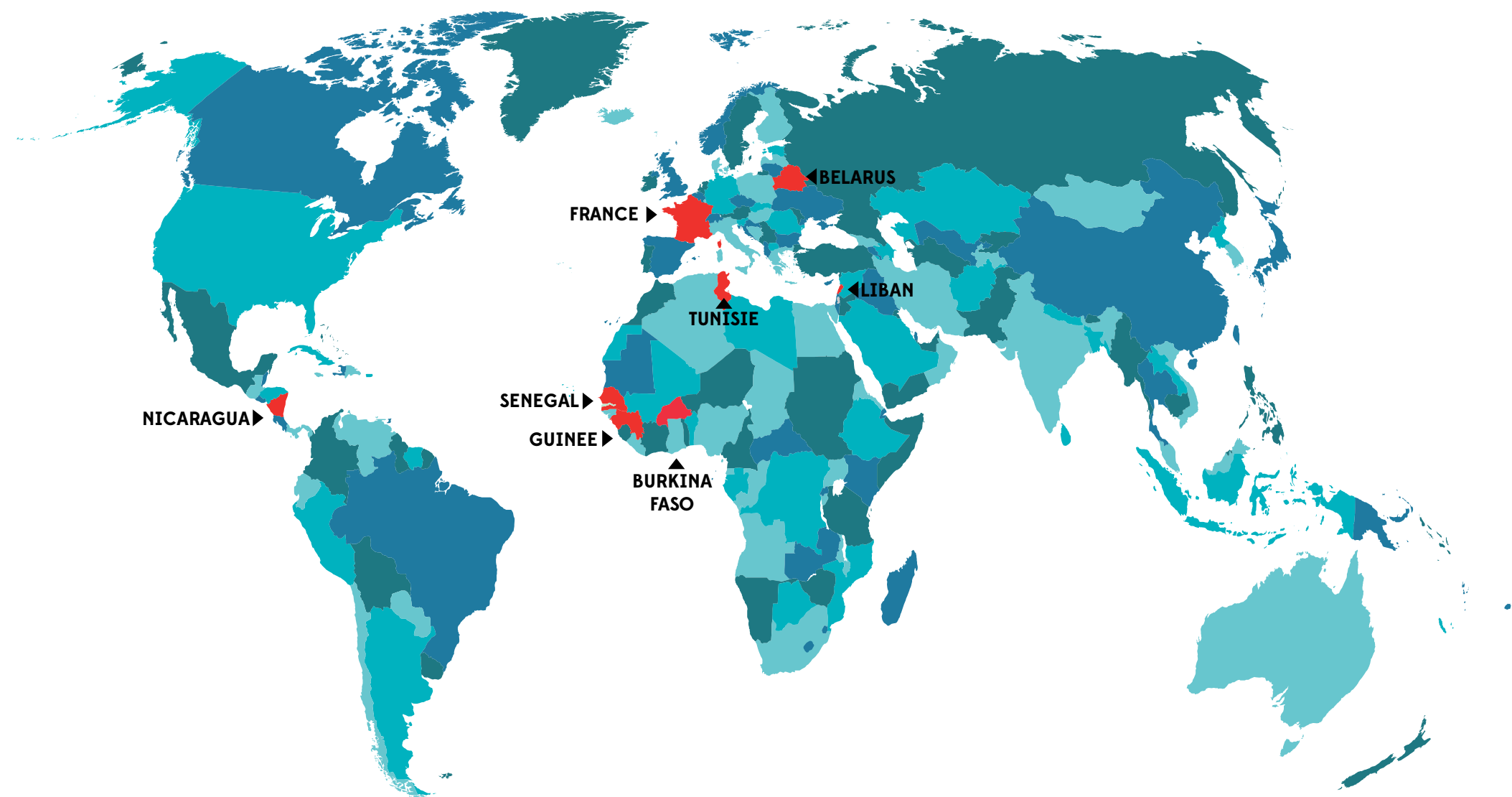
# RAPPORT D'ACTIVITÉS

RES PUBLICA

2012 - 2013



# RES PUBLICA dans le monde



# SOMMAIRE

▶ ASSOCIATION	p. 4	▶ GUINÉE	p. 30
▶ BURKINA FASO	p. 6	▶ SÉNÉGAL	p. 34
▶ ÉDUCATION	p. 10	▶ NICARAGUA	p. 36
▶ AGRICULTURE	p. 20	▶ FRANCE	p. 38
▶ SANTÉ	p. 24	▶ FINANCES / PARTENAIRES	p. 44
▶ CULTURE	p. 28		



# ASSOCIATION

## Le début d'un nouveau cycle



L'année 2012 a marqué les dix ans de Res Publica au Burkina Faso. Une décennie de découvertes, d'actions et de collaborations avec ses succès mais aussi avec ses revers qui nous ont permis de progresser.

En regardant en arrière, nous pouvons apprécier l'impact positif des actions que nous avons menées, notamment dans le domaine de l'éducation et de la santé. Cependant, lorsque nous nous tournons vers l'avenir, les défis à relever, au Burkina Faso et en Afrique en général, sont nombreux et complexes.

En effet, malgré un retour de la croissance (+5% au Burkina durant la dernière décennie), le développement économique comme les richesses restent trop inégalement réparties pour contrer une pauvreté récurrente. **La croissance démographique, toujours incontrôlée, risque, si rien n'est fait, d'aggraver la situation.** Les prévisions statistiques des Nations Unies prévoient 24 millions d'habitants au Burkina Faso en 2025 et 45 millions en 2050 pour une population actuelle d'environ 16 millions d'habitants. Dans ces conditions, **comment garantir la sécurité alimentaire, l'éducation et la création d'emplois pour une population dont plus de 50 % aura moins de 20 ans ?** Au regard de ces prévisions, les mouvements sociaux comme ceux vécus en 2008 et 2011, ajoutés à l'instabilité politique et à la montée des extrémismes, risquent d'atteindre également les zones rurales et par là même nos zones d'intervention. Nous avons toutefois choisi de relever, à notre échelle, ce défi et de nous implanter durablement sur le plateau Mossi, dans la province du Boulkiemdé, pour travailler au côté des populations, des collectivités locales et des services déconcentrés de l'Etat.

Depuis dix ans, cet engagement nous a amenés à étoffer et développer notre équipe de travail au Burkina composée aujourd'hui de 15 agents locaux actifs sur les principaux leviers du développement : l'éducation, la sécurité alimentaire et la santé.

Stable et autonome financièrement grâce aux fonds privés dont nous l'avons dotée, Res Publica affiche sa liberté d'action et de ton au travers de ses programmes et de ses partenariats qui lui permettent d'amplifier ses actions.

Si, durant la première décennie, l'association et bien sûr ses partenaires, ont réussi à multiplier par trois le nombre d'enfants scolarisés dans l'enseignement primaire en améliorant notamment leurs conditions d'accueil et d'études, il convient maintenant de mettre l'accent sur l'accès de ces enfants à l'enseignement secondaire en privilégiant la construction d'infrastructures qui rapprocheront les élèves de leur collège. L'accent sera mis aussi sur l'amélioration des conditions de vie des jeunes filles afin qu'elles puissent poursuivre leurs études sereinement. Nous envisageons d'accélérer l'ouverture de foyers ou d'internats qui leur seront réservés.

Sur le volet économique, un engagement plus intense auprès des paysans appuiera le secteur agro-pastoral et plus généralement le développement local.

Les axes de travail que nous avons choisis affichent un potentiel réel qui dès demain pourraient améliorer les conditions de vie des populations locales. Pour cela, **une dynamique du changement doit se mettre en place où chacun des partenaires doit veiller à ce que l'intérêt général l'emporte sur les intérêts particuliers.** C'est en ce sens je crois, qu'est le vrai défi du développement au Burkina Faso et notamment dans la province du Boulkiemdé.

► **Françoise PERRIN**  
Présidente

Budget 2012 :

► **2 343 763 €**

Nombre de collaborateurs :

► **3** en France

► **15** au Burkina Faso





# BURKINA FASO

## Mot du Coordonnateur National



Dans le rapport d'activités 2011-2012, nous avons pour la première fois présenté la philosophie d'intervention et les réalisations de l'association au Burkina. Cette présentation des réalisations, si elle servait de bilan, annonçait également les festivités commémoratives de dix ans de présence et d'engagement continu de Res Publica au Burkina Faso.

Je suis heureux de revenir sur cet événement qui a eu lieu pendant le mois de novembre 2012 et dont l'apothéose fut la cérémonie du vendredi 9 novembre. Cette journée a été l'occasion de présenter le bilan de dix ans

d'intervention aux autorités du Burkina Faso ainsi qu'à nos différents partenaires. Elle fut également **une journée de communion directe avec les populations** bénéficiaires de nos programmes.

La cérémonie fut une belle réussite, nous pouvons l'affirmer. C'est pourquoi, je voudrais saisir l'opportunité de cette tribune pour exprimer notre gratitude aux autorités du Burkina Faso pour leur appui constant pendant cette décennie et pour l'organisation des festivités commémoratives.

Je souhaiterais également remercier tous nos partenaires institutionnels et les populations qui s'y sont associées.

Au niveau national, l'année 2012 aura été marquée par les élections couplées municipales/législatives. La portée politique de ces élections n'est pas tant notre préoccupation mais plutôt son impact sur nos programmes.

En effet, avec le renouvellement des instances municipales, il nous paraît important de **relancer de nouveaux cadres de concertation avec les nouvelles autorités** pour définir et planifier ensemble les priorités de développement des communes d'intervention de l'association. Nous espérons construire un partenariat encore plus dynamique toujours dans l'optique de l'intérêt général, philosophie cardinale de l'association.

S'agissant des projets 2013 au Burkina Faso, nous resterons engagés dans nos trois secteurs prioritaires : éducation, sécurité alimentaire et santé. Cependant, dans le secteur de l'éducation, l'accent sera mis sur le développement des infrastructures scolaires au niveau de l'enseignement secondaire et sur la qualité de l'enseignement en général. Nous continuerons le développement du lycée Nicolas PERRIN - village de Boulpon, et du collège d'enseignement général de Nazoanga avec un internat de jeunes filles. Les autres collèges et lycées publics de Nanoro, Pella et Soaw bénéficieront eux aussi de salles de classe supplémentaires.

Comme chaque année, **l'esprit « Agir ensemble pour un avenir... » doit guider nos programmes.** C'est pourquoi, j'invite tout le monde, dirigeants, membres, partenaires et agents de Res Publica, à la réflexion et à la formulation des projets pour le Burkina Faso.

► **Basile DARGA**  
Coordonnateur National



Budget 2012 :

► **1 718 245 €**

Bénéficiaires :

► **170 000 personnes**



# BURKINA FASO

## Des bureaux décentralisés

Depuis janvier 2012, les agents Res Publica de Nanoro bénéficient d'un bâtiment fonctionnel, dédié spécifiquement aux activités de bureau.

Cette construction, située près de la maison de l'association, est composée de trois bureaux individuels, d'un secrétariat à trois postes, d'un local d'archives et d'une grande salle de réunion. On y trouve aussi un coin bar muni d'un réfrigérateur et des sanitaires.

L'électricité est fournie par une kyrielle de panneaux solaires permettant également le fonctionnement du matériel informatique et, oh combien salutaires, des ventilateurs. La connexion internet, bien que souvent laborieuse, assure la liaison avec les bureaux Res Publica de Lyon et de Ouagadougou.

Un mur en pierres taillées enferme la propriété, offrant tranquillité et protection notamment contre la divagation des animaux, toujours friands des légumes du potager que Pierre, l'agent d'entretien, a aménagé.

Enfin, sous le bel épineux aux branches torturées par les intempéries de l'hivernage, un magasin de stockage vient d'être construit. A l'opposé du magasin, le château d'eau à l'allure de mirador veille sur l'approvisionnement en eau potable.

Une dizaine de personnes, du Représentant local au Responsable agropastoral en passant par les animateurs de l'éducation et de l'agriculture, se retrouvent quotidiennement pour élaborer leur planning, animer des réunions et s'adonner à leurs tâches administratives.

► Anne-Maire BERGER  
Membre Res Publica



## Tribune libre à un partenaire

L'association Thoisse-Poa a maintenant six ans d'existence. Grâce aux divers soutiens qu'elle a trouvés dès sa création, elle a pu atteindre les objectifs qu'elle s'était fixée et poursuivre son activité dans la province du Boulkiemdé au Burkina Faso. Le partenariat avec Res Publica a été déterminant.

2010 : Inauguration de l'école de Godo de Pella pour laquelle nous avons financé une classe.

2012 : Arrivée de l'électrification de cette même école grâce à l'installation de plaques solaires.

Et en mars 2013, a débuté le chantier d'un deuxième bâtiment scolaire qui sera ouvert aux élèves à la rentrée d'octobre.

Nous envisageons de nous rendre au Burkina Faso à l'automne prochain pour valider et inaugurer les lieux.

Il convient de remercier tous les partenaires, grands et petits, qui ont contribué à la réussite de ce travail.

**Parmi les pays les plus pauvres de la planète, le Burkina Faso, ancienne Haute Volta (1), mérite que l'on tende la main à sa population.** Un taux de scolarisation très faible, des infrastructures modestes, autant de raisons pour que ce territoire totalement enclavé de l'Afrique de l'Ouest suscite notre attention. L'actualité nous rappelle de plus que ce pays pacifique a des voisins qui ont fait parler d'eux et qui actuellement sont sources de préoccupations : le Mali, le Niger, la Guinée et la Côte d'Ivoire. Ces noms entendus fréquemment et lus dans les médias nous obligent à rafraîchir nos connaissances en géopolitique.

Un site internet a été mis en place, [www.tpoa.fr](http://www.tpoa.fr), vous pouvez le consulter afin de vous tenir informés des activités de notre association.

► Jacques FERRAND  
Président de l'association Thoisse-Poa

(1) La Haute-Volta était une colonie de l'Afrique-Occidentale française (AOF) établie le 1er mars 1919 à partir des territoires qui formaient auparavant le Haut-Sénégal, Niger et la Côte d'Ivoire. La colonie fut dissoute le 5 septembre 1932 et chacune de ses parties étant administrée par la Côte-d'Ivoire, le Soudan français et le Niger. Après la Seconde Guerre mondiale, le 4 septembre 1947, la colonie fut recrée dans ses frontières initiales au sein de l'Union française. Le 11 décembre 1958, elle fut reconstituée comme une colonie autonome sous le nom de République de Haute-Volta au sein de la Communauté française, pour enfin prendre son indépendance totale le 5 août 1960.





# ÉDUCATION

## L'éducation pour tous, un défi

Le 9 novembre 2012 restera une date historique dans les annales de l'histoire de Res Publica.

En effet, à cette date, Res Publica a fêté dix ans d'activités au Burkina Faso. A cette occasion, nous avons pu faire le bilan de nos programmes afin d'en identifier les forces et les faiblesses et y apporter les correctifs nécessaires pour atteindre nos objectifs et réaliser notre credo d'agir pour un avenir.

L'étude d'évaluation de notre programme éducation, dont les grandes lignes ont été présentées dans le rapport 2011-2012, nous a permis effectivement d'appréhender les nouveaux besoins dans ce secteur et d'ajouter un nouvel axe stratégique à notre programme tout en conservant les acquis.

Au cours des premières années de son intervention, Res Publica a contribué à l'amélioration de la qualité de l'enseignement en mettant l'accent sur l'accès à l'éducation par la construction et l'équipement d'infrastructures scolaires et de logements d'enseignants. La promotion de l'éducation des filles a été également un défi constant de l'association pendant cette décennie. Les résultats atteints sont très satisfaisants et vérifiables sur l'ensemble de nos zones d'intervention. **De nombreuses infrastructures ont été réalisées et la parité fille/garçon est maintenant une réalité.**

Fortes des bons résultats obtenus pendant ces dix ans, et dans le souci de conserver les acquis, Res Publica s'engage, pour les années à venir, à développer deux axes majeurs : la construction d'infrastructures scolaires au niveau post-primaire (de la 6<sup>ème</sup> à la 3<sup>ème</sup>) et l'amélioration de la qualité de l'enseignement en mettant l'accent sur les ressources humaines.

En effet, en privilégiant l'accès des enfants à l'enseignement primaire, les infrastructures dédiées au post-primaire et au secondaire ne sont maintenant plus suffisantes pour accueillir les élèves se présentant en classe de 6<sup>ème</sup> et en classe de seconde. Il s'ensuit, dans le meilleur des cas, des effectifs pléthoriques dans les classes et, dans le pire des cas, de fortes déperditions, les élèves ne

pouvant mener à terme leur cursus scolaire. Afin de résoudre ce problème un programme de constructions et d'équipements de salles de classes a été engagé depuis 2012 et continuera dans les prochaines années.

Déjà à la rentrée 2012/2013, nous avons pu ouvrir, pour l'enseignement secondaire, huit nouvelles classes et en octobre 2013 ce sont dix classes supplémentaires qui seront disponibles.

La construction d'un nouvel établissement dans le village de Dacissé (Nanoro) commencera à la fin de l'année 2013, les premiers élèves de 6<sup>ème</sup> pouvant être accueillis dans une salle mise à leur disposition par la Mairie et les enseignants étant présents dès la rentrée. Tout ceci étant possible grâce à l'engagement des trois partenaires que sont la Mairie, la Direction Régionale des Enseignements Secondaires et Res Publica.

La qualité de l'enseignement a été également une préoccupation de l'association au cours des dix années passées. Nous savons, par expérience, que le capital humain est un facteur important dans la réussite de toute entreprise, importance qui doit s'analyser non seulement par rapport à la qualité de la formation des acteurs (inspecteurs, enseignants, parents d'élèves), mais aussi et surtout, par rapport à leur engagement à réussir ensemble et à réaliser un idéal commun.

Pour ce faire, l'association a soutenu financièrement des activités liées aux ressources humaines.

Ainsi, la formation, continue ou thématique des enseignants, la formation des APE (1) et AME (2) et l'alphabétisation des AME sont toujours une de nos priorités.

De même, les supervisions menées par une équipe de la DPEBA (3) ont été organisées pour la troisième année dans le but d'améliorer la pédagogie des enseignants en situation réelle de classe.

(1) Association de Parents d'Elèves

(2) Association des Mères Educatrices

(3) Direction Provinciale de l'Education de Base et de l'Alphabétisation

► Budget 2012 : 1 193 829 €

► Préscolaire : 116 élèves

► Primaire : 14 793 élèves

► Secondaire : 1 117 élèves

► Supérieur : 71 étudiants

► Alphabétisation adultes : 60 femmes





# ÉDUCATION

## Éducation pour tous, un défi (suite)

Pour la première fois, une supervision a eu lieu au niveau des établissements secondaires de notre zone d'intervention. Elle a été réalisée par la Direction Régionale des Enseignements Secondaires, Res Publica en ayant assuré le financement.

Enfin, le soutien à l'excellence traduit notre volonté de reconnaître le mérite des acteurs du système éducatif qui se sont engagés pleinement dans le travail et qui ont donné de bons résultats. Il vise également à pousser les mêmes acteurs à rechercher toujours l'excellence dans le travail.

Ce bilan ne doit pour autant pas masquer certains problèmes rencontrés et ressentis vivement par l'association. Nous avons simplement retenu les plus marquants.

Ainsi, nous avons connu dès novembre le boycott, dans la CEB (4) de Nanoro, de la formation continue des enseignants. Cet épisode restera un point noir de l'année scolaire 2012/2013 puisqu'il a provoqué un ralentissement des activités de l'Association dans cette CEB pendant des mois. Cette formation n'a donc pu se tenir et nous avons regretté cet incident qui, heureusement, n'a pas eu d'impact sur la formation organisée dans les autres CEB que sont Pella et Soaw (dans la province du Boulkiemdé), Boura et Niabouri (dans la province de la Sissili).

Nous avons également été confrontés à l'opposition faite à nos agents d'évaluer le besoin des cantines scolaires par un recensement des stocks restants dans les magasins. Cette opération de routine de gestion a été mal interprétée, mal ressentie et donc mal accueillie. Et pourtant, le seul but était d'évaluer les besoins nécessaires en vivres pour atteindre la fin de l'année scolaire en permettant aux enfants de continuer à prendre le repas de midi sur place à l'école.

Cependant, à la suite de l'intervention des différents maires, cette dotation a pu avoir lieu. Elle a permis à près de 15 000 élèves de recevoir un repas quotidien...



Notre dernière amertume concerne les résultats aux examens du CEP (5) et du BEPC (6) qui ont été en deçà de nos attentes. Alors que depuis le début de notre intervention, les résultats à l'examen du certificat s'étaient toujours améliorés, la régression enregistrée cette année nous montre que rien n'est définitivement acquis et que, sans cesse, les raisons et les conditions de notre intervention doivent être rediscutées avec nos partenaires, comprises, acceptées et assimilées. Nous souhaitons que la prochaine année scolaire soit marquée d'une pierre blanche pour l'excellence de ses résultats. C'est un défi auquel nous invitons tous les acteurs et tous nos partenaires. Notre engagement reste entier pour améliorer l'accès et la qualité de l'enseignement dans les secteurs géographiques de notre intervention.

**Agissons ensemble pour assurer l'accès à une éducation de qualité pour tous les enfants !**

► **Françoise PERRIN**  
Présidente

(4) Circonscription d'Éducation de Base  
(5) Certificat d'Études Primaires  
(6) Brevet d'Études du Premier Cycle

## Le livre au Burkina, une histoire récente

« En Afrique, il y a un conflit entre l'écrit et l'oral. Nous avons été plongés dans l'oralité pendant longtemps. L'africain a un rapport assez singulier à l'écrit. Écrire pour l'africain, c'est laisser sa marque, c'est mettre son empreinte sur quelque chose pour les autres. C'est aussi pour certains, comme si on lui volait son âme...

L'écrit a mis du temps avant de s'imposer. **Les premiers écrivains africains n'étaient pas très aimés.** La plupart du temps, c'était des autodidactes, Sembene Ousmane, par exemple. Ils se sont engagés dans l'écriture par passion, en se référant aux classiques français. Écrire, c'est un combat individuel.

Cette année, a eu lieu la 11<sup>ème</sup> foire internationale du livre de Ouagadougou. Elle permet aux éditeurs et aux écrivains de se rencontrer. Le marché du livre commence à se développer en Afrique de l'Ouest. Ce qui ne suit pas, c'est la logistique : les infrastructures, les imprimeries... On est souvent obligé d'importer les livres. Même les livres africains sont édités en Europe. Nos éditeurs sont un peu regardants. Ils ne veulent pas engager d'argent, ils ne sont pas très sûrs que le public sera là pour lire et pour acheter. On reste trop souvent dans des publications minimalistes : des livres pour enfants ou des brochures utilitaires. Par exemple : les plantes médicinales, comment soigner son enfant. Ce ne sont pas les meilleurs mais quand on a un document avec lequel on peut résoudre son petit problème, c'est plus intéressant pour le lecteur !

Au Burkina Faso, le prix des livres est exorbitant. Ce n'est pas encore une priorité pour les Burkinabè. Entre sortir 7 500 Francs pour le dernier livre de Joseph Ki Zerbo ou aller régler le loyer, on n'hésite pas !

Comment inciter les jeunes à lire ? C'est la question ! **Il faut d'abord sensibiliser les adultes.** Je pense aux enseignants et aux agents des services techniques : santé, agriculture... On va s'appuyer sur eux, sur leur démarche de lecteur pour ensuite sensibiliser les enfants. Il faut aussi que les gens découvrent la bibliothèque, qu'ils soient en contact physique avec le livre, qu'ils s'approchent des rayons.

C'est ce à quoi tout le monde ici va s'attacher dans cette nouvelle bibliothèque de Soaw financée par Res Publica. »

► **Propos recueillis par Christine ALLOT-BOUTY,**  
auprès de **Monsieur Bakyono, Inspecteur de la CEB de Soaw**



Justin Kientéga à la Bibliothèque de l'École primaire de Nanoro C  
« Dans nos bibliothèques, il faut de la rigueur. On n'a pas le choix. Tu surveilles celui qui prend le document et il doit faire tout son possible pour le remettre à sa place. Petit à petit, ils vont s'adapter à ça ».



Somda Silycoum Alain Somda à la Bibliothèque de Soaw :  
« Les lycéens sont venus en premier, ils se sont abonnés pour 300 CFA. La demande était forte : romans africains, français. Certaines personnes aimaient les romans policiers, comme Agatha Christie. On a déjà envie d'ajouter des documents à la petite bibliothèque qui a démarré en janvier 2011 ».



# ÉDUCATION



## L'alphabétisation des femmes de Pella

C'est jour de fête à Pella.

La deuxième année d'alphabétisation en langue mooré de trente femmes de la localité prend fin dans le succès et la joie.

De janvier à juin, **les femmes ont repris le chemin de l'école afin d'approfondir les connaissances qui leur permettront d'améliorer leurs conditions de vie** : elles pourront mener des activités rémunératrices qui leur apporteront les moyens financiers nécessaires à la scolarisation, la santé, la nourriture et l'hygiène de leurs enfants. D'autre part, le niveau atteint, tant en lecture et écriture en mooré qu'en calcul, leur permet de suivre dès à présent, leurs enfants scolarisés en classe bilingue à l'école de Pella.

Parallèlement au cours d'alphabétisation, elles ont pu participer à des formations : perfectionnement dans la fabrication de savon qu'elles avaient commencé à apprendre en première année et en teinture de bazin (1), étoffe qu'elles ont portée fièrement ce jour-là.

D'autre part, elles ont monté deux pièces de théâtre en mooré qui ont servi de soutien au planning familial dans le cadre des activités que mène l'association Entraide Médicale Eugène Jamot du Docteur FOURNEL dans les CSPS (2) du district médical de Nanoro.

Toutes ces activités menées avec rigueur et enthousiasme leur ont permis de se constituer un petit trésor. En effet, elles ont eu un bénéfice de 20 000 francs CFA (30 €) dans la vente du savon et reçu 80 000 FCFA (122 €) pour les quatre représentations. Une fois leurs dépenses effectuées, il leur reste une somme de 70 000 FCFA (107 €) avec laquelle elles comptent mener quelques activités génératrices de revenus afin de subvenir aux besoins de leurs enfants dès la rentrée prochaine. C'est autour d'un bon riz poulet que tout le monde s'est retrouvé et a terminé dans la joie la deuxième année d'alphabétisation des femmes de la commune rurale de Pella.

► **Françoise PERRIN**  
Présidente

(1) Le mot « bazin » vient de l'italien où « bambagia » désigne la ouate de coton, le mot ayant été francisé en « bon bazin ». Le bazin est un tissu blanc 100% coton, damassé, teinté et amidonné grâce à un trempage dans un bain de gomme. L'étoffe est ensuite frappée par des tapeurs de bazin avec un maillet en bois, sur un billot. Ainsi, le simple tissu en coton se transforme en un noble bazin. Agrémenté de borderie et de surpiques, elle devient la tenue parfaite pour les grandes occasions.

(2) Centre de Santé et de Promotion Sociale





# ÉDUCATION

## Collège de Nazoanga et internat

La deuxième année de fonctionnement du CEG de Nazoanga prend fin.

133 élèves répartis entre la 6<sup>ème</sup> et la 5<sup>ème</sup>, ont suivi les cours et parmi les 81 filles scolarisées 38 font partie de l'internat.

Celles-ci sont logées dans un nouveau bâtiment qui deviendra l'administration à la rentrée prochaine. En effet, la construction d'un dortoir pouvant abriter 80 élèves et d'un réfectoire sont actuellement en cours d'exécution. Six classes sont déjà disponibles ainsi que cinq logements pour les professeurs.

L'établissement accueillera environ 200 élèves dont 60 filles en internat en octobre prochain.

Nous pensions en ouvrant la possibilité aux filles de rester sur place, dans un encadrement adéquat tant sur le plan scolaire que sur le plan de l'hébergement, obtenir de meilleurs résultats. Cela se confirme au regard des résultats de fin d'année.

En classe de 6<sup>ème</sup>, sur les dix premiers élèves, sept sont des filles dont les notes s'échelonnent de 16 à 14,5 et toutes profitent du système d'internat.

En classe de 5<sup>ème</sup>, sept filles se classent parmi les dix premières dont six sont à l'internat avec des notes allant de 15 à 12,6.

Si ces résultats encourageants se confirment au cours de l'année prochaine, il nous faudra sûrement envisager de créer, par un internat ou un foyer pour jeunes filles, de meilleures conditions d'encadrement aux élèves scolarisées au lycée Nicolas PERRIN de Boulpon. En effet, chaque année, cet établissement voit l'abandon de nombreuses filles dont les conditions d'hébergement chez des tuteurs sont catastrophiques. Le travail domestique passe en effet avant le travail scolaire... Et pour certaines, c'est une grossesse non désirée qui les oblige à interrompre de manière définitive leurs études !

► **Françoise PERRIN**  
Présidente



## Baptême du lycée Nicolas Perrin

Ouvert à la rentrée 2008/2009, le collège de Boulpon, situé à une dizaine de kilomètres de la commune de Nanoro, a été entièrement construit par Res Publica. C'était à l'époque le deuxième établissement secondaire public de la commune. Il accueillait alors une seule classe de 6<sup>ème</sup> comptant environ 90 élèves.

**A la rentrée 2012/2013, ce collège a été érigé en lycée**, ce qui veut dire qu'une classe de seconde a été créée, enclenchant ainsi le second cycle qui permet désormais aux enfants de poursuivre leurs études secondaires non loin de leur lieu d'habitation. Aujourd'hui, l'établissement compte 473 élèves répartis en huit classes.

Inauguré en 2009, le collège de Boulpon a été baptisé en mars 2013 « lycée Nicolas PERRIN ». En effet, le Coordonnateur de l'association, soutenu par toutes les autorités de Nanoro et par la population, a souhaité marquer sa gratitude à l'égard de Monsieur et Madame PERRIN en donnant le nom de leur fils décédé en novembre 2011 à l'établissement.

Cette cérémonie a été honorée de la présence de Monsieur le Ministre des Enseignements Secondaire et Supérieur, accompagné du Gouverneur de la Région du Centre-Ouest. La famille et les amis de Nicolas avaient aussi fait le déplacement depuis la France. Ce fut un moment plein d'émotion et de recueillement mais aussi de partage et de gaieté comme on sait l'exprimer en Afrique.

**Une plaque commémorative a été installée au cœur de l'établissement.**

► **Françoise PERRIN**  
Présidente



# ÉDUCATION

## Secteur Universitaire : Témoignage



Après des études en agronomie, j'ai travaillé pendant dix ans dans le domaine du développement rural au Sénégal. Durant mon parcours professionnel, j'ai ressenti le besoin de renforcer mes capacités sur les questions de développement local et d'appui aux collectivités.

Mes démarches ont abouti à l'obtention d'une préinscription au Centre International d'études pour le développement local (CIEDEL) de Lyon en 2010. Il fallait dès lors trouver un financement pour concrétiser mon projet.

Je me suis adressé à Res Publica que j'ai connue en 2008 lors du passage de Monsieur PERRIN dans le village de Boundoum (Région de Saint-Louis) qui faisait partie de ma zone d'intervention. L'association de développement du village avait fait une demande de financement pour un projet rizicole. J'ai donc naturellement fait appel à Res Publica qui a répondu favorablement à ma requête en m'accordant un prêt remboursable à 50%.

**Le soutien financier de Res Publica m'a permis de venir à Lyon pour suivre la formation « d'Expert en ingénierie du développement local » au CIEDEL pour cette année universitaire 2012/2013.**

En plus de ce soutien financier, l'association m'a donné l'opportunité de réaliser mon stage professionnel en son sein en m'impliquant dans sa stratégie d'intervention agricole au Burkina Faso.

Avec cette formation, je compte acquérir des compétences pour mieux accompagner les dynamiques de développement local dans mon pays.

Je voudrais adresser mes remerciements les plus sincères à Res Publica pour sa contribution à la concrétisation de mon projet.

► **Assane DIARRA**  
Etudiant en Ingénierie de développement local au CIEDEL à Lyon

## Secteur Universitaire : Témoignage



Ma rencontre avec l'ONG Res Publica se situe entre 2002 et 2003 lorsque j'intervenais comme Technicien Supérieur du Bâtiment dans la Province de la Sissili pour le compte du PASEB-8<sup>ème</sup> FED (Programme d'Appui au Secteur de l'Éducation de Base du 8<sup>ème</sup> Fonds de Développement Européen). Les échanges que nous avons eus avec les responsables de Res Publica ont abouti à la prise de décisions appropriées pour honorer les engagements dans le village de Laponé.

A la fin de mon contrat avec le PASEB en 2004, et après avoir exercé comme Consultant dans une ONG et dans un autre Programme National de Développement, j'ai dû me rendre à l'évidence de la nécessité de renforcer mes capacités techniques et managériales en m'inscrivant pour des études d'Ingénieur de Conception en Génie Civil.

Après investigations pour trouver une école qui puisse délivrer un diplôme reconnu, à un coût que je serai capable de financer, le choix s'est porté sur l'École des Mines, de l'Industrie et de la Géologie de Niamey au Niger.

La formation devait durer trois années pour un coût de 4 500 000 FCFA (6 860 €). Après examen de mes économies, j'ai soumis mes besoins de financement à Res Publica.

En juin 2005, dans le dossier présenté à Res Publica, j'ai décliné les objectifs qui m'amenaient à me lancer dans cette formation. L'objectif principal était de valoriser mon expérience dans la réalisation d'infrastructures rurales afin de contribuer à la réduction de la pauvreté dans notre pays.

Un contrat de prêt a ensuite été signé avec Res Publica dans lequel j'ai pris en charge ma première année de formation sur fonds propres.

Les deux dernières années ont été financées par l'ONG à hauteur de 2 500 000 FCFA (3 810 €) dont je me suis engagé à rembourser la moitié.

A la fin de la formation, dès septembre 2008, j'ai décroché un contrat avec une société minière ce qui m'a permis de tenir les engagements que j'avais pris.

**Depuis avril 2009, j'interviens au sein d'un projet du Millennium Challenge Account-Burkina Faso, un programme américain qui a pour objectif principal « la réduction de la pauvreté par la croissance économique ».**

► **Sié MIDIOUR**  
Ingénieur



# AGRICULTURE

## La pluie remplit les greniers



En 2011, la mauvaise campagne pluviale a généré une forte crise alimentaire dans toute la zone soudano-sahélienne. Dans la province du Boulkiemdé au Burkina Faso, les récoltes céréalières (sorgho, mil, maïs et riz) ont présenté des rendements très faibles ou ont même, dans certaines zones, séché sur pied par manque d'eau. Dans de nombreux cas, les stocks de sécurité des paysans n'ont pas comblé la période de soudure. A Séguédin de Soaw par exemple, la faiblesse des récoltes rizicoles n'a même pas permis de rembourser les crédits de campagne. Dans ces conditions exécrables, Res Publica a accepté de prendre 50 % des pertes à son compte et de reporter le remboursement des 50 % restant à la saison suivante.

**Heureusement, en 2012 les pluies ont été plus propices.** Les observations météorologiques ont montré un écart positif de plus 202 mm d'eau étalés sur 62 jours de précipitations, soit 15 jours de plus que l'année précédente. Dans ces conditions, les paysans ont pu reconstituer leurs stocks vivriers et travailler plus sereinement sur les cultures de complément. Tous les crédits ont été remboursés y compris ceux de l'année précédente.

### De nouvelles superficies rizicoles

Conformément à son programme de développement de la filière riz, l'Etat burkinabè a alloué des moyens pour accroître les surfaces de culture. Le Projet Riz Pluvial a ainsi aménagé 67 ha à Séguédin de Soaw, site qui pourra prochainement être agrandi de 40 ha. **Cette méthode d'aménagement simple et peu onéreuse demande un engagement complet des producteurs** pour relever à la main les diguettes de terre et entretenir chaque année un quadrillage topographique destiné à retenir les eaux de pluie. Inspirée par ce modèle, Res Publica a appuyé la réalisation d'un aménagement de 11,7 hectares dans le bas-fond de Gouroumbila (Nanoro). Dotée de 180 parcelles de 650 m<sup>2</sup> chacune, l'organisation de producteurs récemment créée a piloté des travaux collectifs longs et pénibles. Res Publica les a encouragés en fournissant l'alimentation.

Cette première année de mise en culture présente des résultats contrastés. Certains ont très bien réussi, d'autres beaucoup moins. Globalement, les nouveaux producteurs devront améliorer leurs techniques mais surtout, respecter un calendrier cultural strict pour espérer atteindre des rendements corrects. C'est la leçon à tirer de cette première récolte.

Dans les autres périmètres (Goala et Séguédin), les récoltes ont été satisfaisantes avec des rendements supérieurs à 4 tonnes/hectare. Peu à peu, **la riziculture se réimplante et offre une alternative locale à l'achat de riz importé**, un pas supplémentaire vers la sécurité alimentaire.

### Les cultures maraîchères

Le maraîchage est la principale activité de rente en saison sèche. Depuis près de cinq années, son extension a été rapide mais aussi très anarchique là où la disponibilité en eau le permet.

Ainsi, **les techniques de production restent inégalement maîtrisées, trop souvent au détriment de la conservation des sols et d'une pollution des plans d'eau.** L'appui technique de nos agents de terrain sur un échantillon de 170



Semence de riz

acheteurs volatiles ne tient que peu de temps. Heureusement cette année, les prix se sont maintenus à un niveau correct autour de 50 000 F CFA (76 €) la caisse de 200 kg.

Du côté de la production de l'oignon, de fortes chaleurs fin février ont engendré des pertes importantes. Le programme de construction d'infrastructures de conservation de l'oignon dites « cases à oignons » n'a pas connu d'activité durant cette campagne, les producteurs ayant jugé trop faible la subvention allouée par Res Publica. Cette question sera de nouveau à l'étude l'an prochain pour **faire comprendre aux bénéficiaires le rôle incitateur de nos programmes.** Res Publica continue d'encourager les agriculteurs à une meilleure maîtrise technique (sélection des semences, production de fumure organique, paillage et traitements préventifs naturels à base de neem). Le chemin vers la sécurité alimentaire devra passer par une diversification des cultures pour permettre aux sols de se régénérer et limiter les risques liés au marché.

► **Thierry SCIARI**  
Gestionnaire de Projets

### Récupération des terres dégradées

Au hasard des déplacements en brousse, une parcelle de demi-lune dans le quartier de Koglnaaba-Poessi attire notre attention. Gilbert Kondombo n'a jamais été soutenu par Res Publica, nous recueillons ses propos.

*« Cette année, je teste 400 m<sup>2</sup> de sorgho avec la technique des demi-lunes sur une terre très dégradée. J'ai des voisins qui pratiquent cette technique et qui arrivent à de bons rendements. Je leur ai demandé de l'aide pour réaliser ce test. En trois jours, j'ai pu tracer et creuser les demi-lunes qui retiendront au mieux les pluies. La plante et le sol profiteront d'un apport en compost que je fais dans ma fosse fumièrre. J'espère que cette technique me permettra d'agrandir ma surface cultivée sur ce sol que je croyais perdu. »*

Ce témoignage démontre l'efficacité de la vulgarisation des techniques de conservation des sols par des démonstrations en plein champ. Dans le monde paysan, le développement d'une innovation se fait par l'observation des pratiques sur le terrain et la conviction des nouveaux adeptes. Depuis plusieurs années, Res Publica encourage les différents procédés de restauration des sols que sont les demi-lunes, le zaï et les cordons pierreux. Un espoir de voir ces étendues désertiques reverdir d'année en année...



Gilbert KONDOMBO

Budget 2012 :  
► **62 857 €**

#### Bénéficiaires :

- **500** riziculteurs dans **3** OP\*
- **400** maraîchers dans **9** OP
- **100** femmes dans **7** OP

\* Organisation de Producteurs



# AGRICULTURE

## Fabrication traditionnelle du beurre de karité



Parmi les activités génératrices de revenus la production de beurre de karité est une des plus rentables et des plus sûres en termes de débouchés commerciaux. Sa durée de conservation (un an et plus) et sa facilité de stockage (à température ambiante) sont également un atout supplémentaire pour une activité de brousse. Le beurre de karité ou beurre végétal est une substance comestible extraite des fruits du karité, un arbre poussant à l'état sauvage dans les savanes arborées de l'Afrique de l'Ouest dont le nom signifie « vie » en langue mandingue.

Le beurre de karité est consommé dans la cuisine traditionnelle ou utilisé dans l'industrie du chocolat comme substitut au beurre de cacao. Il est surtout connu pour ses propriétés cosmétiques comme hydratant et assouplissant de la peau. Ces propriétés font qu'il entre aujourd'hui dans la composition de nombreux produits cosmétiques.

Le karité étant très présent dans la région du Boulikieudé où nous intervenons, **Res Publica favorise l'exploitation des fruits du karité auprès des groupements féminins, permettant ainsi d'accroître la diversification des activités.**

En février 2012, Martine Bonkougou, Responsable des OPF (1) et Marie Kaboré, Facilitatrice auprès des AME ont bénéficié d'une formation auprès d'une unité performante dans la fabrication et le conditionnement du beurre de karité afin d'acquérir et de transmettre les bonnes pratiques de cette production.

De mai à août, les femmes ramassent les fruits de karité mûrs, tombés au sol dans la nuit (très tôt car les animaux sont aussi aux aguets dès le matin). Une fois récoltés, les fruits sont triés, lavés manuellement puis débarrassés de leur pulpe. Les noix ainsi obtenues sont bouillies et séchées au soleil pendant 3 à 4 jours avant d'en extraire les amandes.

Les amandes sont ensuite concassées, torréfiées, moulues jusqu'à obtenir une pâte épaisse qui, mélangée à de l'eau, sera vigoureusement barattée. L'immersion dans l'eau bouillante va permettre de séparer le beurre des autres composants de l'amande, notamment les impuretés qui se déposent au fond du récipient. Une fois retiré, le beurre flottant en surface est malaxé avant d'être cuit longuement en marmite afin de permettre à l'eau de s'évaporer et aux impuretés de se déposer. Il ne reste plus qu'à récupérer l'huile de karité (en fait le beurre liquide) et de la laisser refroidir pour former des blocs durs de beurre de karité pur de couleur jaune clair (si l'on se trouve face à un beurre de karité très blanc et sans odeur, c'est qu'il s'agit de beurre de karité « occidental » ou beurre de karité raffiné). Le raffinage est une opération qui décolore et désodorise le beurre de karité pour le rendre plus « agréable ». Mais ce beurre raffiné a perdu beaucoup de ses principes actifs.

Une partie de cette production est vendue soit à la boutique du groupement des femmes de Nanoro soit sur les marchés locaux mais **la majorité part à Ouagadougou où elle sera valorisée dans des fabrications locales de savons et de crèmes.**

► **Anne-Marie BERGER**  
Membre Res Publica

(1) Organisation Productrice de Femmes

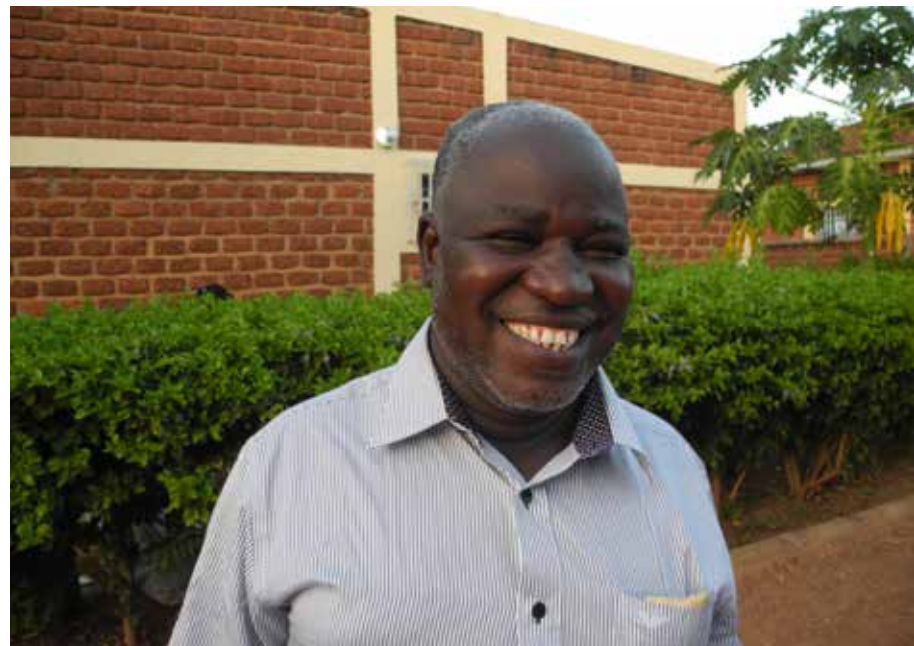
## Les différentes étapes de la fabrication du beurre de karité





# SANTÉ

## André Kaboré se souvient...



Après deux années de formation à l'École de Santé de Bobo Dioulasso, André Kaboré est nommé infirmier au dispensaire de Somassi le 10 décembre 1991. De 1992 à 1998, il jouera un rôle majeur dans le secteur Nazoanga, Pella et Somassi. Sa collaboration avec le Docteur Fournel permettra l'avancée sanitaire significative que ce secteur attendait en vain.

### André Kaboré se souvient ...

« Pendant la Révolution, Thomas Sankara a mis en place les PSP (1), composés d'un agent de santé communautaire et d'une accoucheuse villageoise. Etant illettrées, ces accoucheuses avaient juste une formation basique sur l'hygiène et quelques notions de médecine d'urgence. Les agents de santé étaient également chargés de l'IEC (Information – Education – Communication). »

Avant 1994, une femme donnait naissance en moyenne à une dizaine d'enfants. La dévaluation de 1994, par ses conséquences économiques, a modifié les comportements au niveau de la société en abaissant le taux de polygamie : de 4 à 5 femmes par homme, on passe à 2 ou 3. La natalité commence alors à baisser sans que le nombre de naissances par femme ne diminue. Aujourd'hui, le nombre d'enfants par femme se situe entre 3 et 6.

En 1992, l'arrivée du Docteur Fournel a été considérée comme « la main tendue du Seigneur » pour sauver ce bas-peuple. Sa tournée de prospection des CSPS (2) de Nazoanga, Pella et Somassi lui fait découvrir une population en grande difficulté au niveau sanitaire. Cette zone alors appelée « la brousse du Boulkiemdé » était complètement délaissée par les autorités. Les pistes sont dans un tel état qu'elles se trouvent quasi inaccessibles pendant l'hivernage. De nombreuses difficultés minent alors les CSPS : manque de personnel, d'infrastructures, de matériels et de médicaments. Les seuls dépôts pharmaceutiques sont alors à Nanoro et Temnaoré. Après la consultation, le malade doit faire une vingtaine de kilomètres pour acheter ses produits. Le médicament est donc ingéré longtemps après la consultation. L'intervention d'Entraide Médicale Eugène Jamot (EMEJ) a facilité la disponibilité du médicament essentiel et du matériel technique de base. Cela a contribué au renforcement considérable de l'activité du dispensaire.

Quelques années après la mise en place des dépôts pharmaceutiques villageois par EMEJ, l'Etat entreprend l'application de l'initiative de Bamako (stratégie de relance de renforcement des soins de santé primaire par la disponibilité des médicaments essentiels avec priorité pour les femmes et les enfants).

Des COGES (3) sont créés pour veiller au bon fonctionnement de la structure. A Nazoanga, par exemple, avant 1992, le CSPS comptabilisait seulement 40 malades par mois.

Deux ans après, le nombre de consultations passe à 400 par mois minimum. Le CSPS devient vraiment opérationnel.

A partir de là, l'accent est mis sur le fonctionnement des maternités. Les frais liés à la consultation prénatale, à l'accouchement et à l'évacuation en cas de complications sont assurés par EMEJ. Les indicateurs de performance au niveau de l'activité de la maternité augmentent alors significativement. Néanmoins, quelques difficultés persistent toujours sur le terrain : les accoucheuses villageoises qui assistent les femmes à domicile et reçoivent pour cette activité, quelques revenus sous forme de poulet ou de soubala... vont constituer un frein pour la fréquentation de la maternité.

En 1992, la sage-femme de Somassi prend la décision de faire travailler les accoucheuses villageoises à la maternité. Au vu du résultat de cette initiative, cette pratique sera instituée dans les autres CSPS.

### Budget 2012 :

- ▶ 78 337 €
- ▶ 45 090 consultations
- ▶ 1 650 accouchements
- ▶ 2 161 bénéficiaires du planning familial



(1) Postes de Santé Primaires  
(2) Centre de Santé et de Promotion Sociale  
(3) Comité de gestion



# SANTÉ

## André Kaboré se souvient... (suite)

Somassi a toujours été un endroit pilote pour le suivi des femmes enceintes. Elles ont toujours été dispensées des travaux des champs et ont toujours bénéficié de repos prolongé après l'accouchement. Actuellement au village, un homme s'estimerait déshonoré de voir sa femme accoucher ailleurs qu'au dispensaire.

En 2006, l'Etat commence à subventionner les accouchements et deux ans plus tard, il interdit les accouchements assistés à domicile tout en autorisant les accoucheuses villageoises à appuyer l'accoucheuse au niveau du CSPS. En parallèle, EMEJ accorde une prime mensuelle à l'accoucheuse villageoise au prorata du nombre de femmes qu'elle accompagne à la maternité.

A partir de 1992, l'Etat entreprend la construction de plusieurs CSPS dans la zone : Goala, Séguédin, Godo. Enfin, entre 2006 et 2011, EMEJ, soutenu financièrement par Res Publica, réalise les constructions du CSPS de Soum (2006), des maternités de Soaw (2007), de Nazoanga (2010) et de Somassi (2011).

**L'intervention d'EMEJ permet l'affectation d'agents étatiques dans de bonnes conditions**, entraînant une stabilité du personnel et de fait un meilleur suivi des malades. Une progression considérable est rapidement constatée au niveau de la consultation prénatale.

Le District de Nanoro a été le dernier du Burkina dans la mise en œuvre de la politique de l'Etat sur le planning familial. L'analphabétisme, l'ignorance et les tabous restent des obstacles puissants. Les enfants représentent encore une main d'œuvre gratuite pour une activité paysanne très primaire. D'autre part, la présence des religieux de Nanoro et de Temnaoré a constitué un frein pour le développement des activités du planning familial car ces confessions religieuses ne sensibilisaient les femmes que sur la méthode naturelle. **Souvent, les femmes ont recours à la contraception sans l'autorisation du mari et peuvent s'exposer à des réactions violentes.** On note cependant une évolution des mœurs au niveau des hommes en raison de la vie chère et d'une scolarisation plus suivie. **D'une façon régulière, le planning familial progresse.** Actuellement et depuis

2008, EMEJ accorde une subvention de 75 % sur le coût des produits contraceptifs. Depuis deux ans, en relation avec le médecin-chef du district de Nanoro, Res Publica a installé une infirmerie au lycée Nicolas PERRIN de Boulpon. Un agent de santé est affecté à ce poste avec la mission majeure d'**organiser des séances de sensibilisations auprès des élèves concernant les conduites sexuelles à risques, les grossesses précoces et l'utilisation des contraceptifs.**

► **Propos recueillis par Anne-Marie BERGER**





# CULTURE

## Passeurs d'images

Le ciel est immense, chauffé à blanc, sur une savane sans limite hérissée d'une végétation clairsemée, où s'élancent parfois un baobab ou deux. Notre véhicule s'arrête alors que le soleil s'incline, s'élargit et rougit à l'horizon, deux enfants accourent en contre jour puis ralentissent le pas en s'approchant, se figent, croisent les bras et nous saluent « *merci d'être revenus* ». Nous sommes à Somassi pour la cinquième édition du festival Cinébrousse qui du 17 février au 12 mars 2013 s'est tenue dans les villages parmi les plus reculés du département de Pella. Les deux enfants sont rapidement rejoints par d'autres pour ne pas rater l'installation du grand écran, un peu magique, au milieu de ce nulle part et mettre la main à la pâte pour nous trouver une table où installer le vidéo projecteur, et quelques sièges. La nuit ne tarde pas à avaler le public tandis que les étoiles s'allument d'un éclat profond qu'aucune lueur parasite ne vient ternir.

**A son tour l'écran s'éclaire grâce à l'une de nos dernières acquisitions, un projecteur de chantier**, et jette une douce lumière sur le public que nous découvrons nombreux, les plus petits assis par terre, les autres debout ou installés sur leur vélo. Ici, à Somassi, les femmes sont au rendez-vous, l'une d'elles en profite pour vendre ses arachides grillées en attendant la séance, nous sommes vraiment au cinéma. Patrick, le trésorier de l'association, s'empare du micro (deuxième acquisition), et présente le programme de la soirée, relayé en mooré par Oumarou Rouamba, instituteur, qui va nous suivre durant le festival.

**Depuis longtemps nous souhaitons prolonger la soirée par un débat avec la population** qui ne parle pas toujours français et que nous intimidons encore, même si la confiance s'est installée au fil des années. Il nous fallait ces trois conditions, la lumière, le micro et l'animation par l'un des leurs. Mission réussie pour l'édition 2013 parfois au delà de toute attente. Ainsi, à Soaw, *Bal poussière*, film fin et plein d'humour contre les méfaits de la polygamie, a suscité des discussions passionnées jusque tard dans la nuit entre hommes et femmes, filles et garçons s'interpellant debout et nous donnant quelques inquiétudes pour notre installation électrique. Remarquable aussi à Soaw, où ce même film en français a spontanément été expliqué en mooré pour la population analphabète, tout au long de la projection, par de jeunes lycéens, un véritable doublage en direct.

Après la séance, une fois la salle de cinéma rangée dans sa boîte et la brousse rendue à l'obscurité, l'équipe est invitée à partager un riz gras au poulet prolongeant ainsi les échanges avec agents de santé, enseignants et autres.

Au matin, nous retrouvons les villageois, nouveaux échanges, nouvelles rencontres, les enfants poursuivent Patrick fascinés par leur image qui s'inscrit dans l'appareil photo. Le fait de rester là avec eux, parfois plusieurs jours, se révèle particulièrement enrichissant.

**Ce festival saltimbanque s'est ouvert cette année à Pella, avec un concert de Netchee Lee**, notre partenaire depuis maintenant trois ans. La population, un peu interloquée par l'arrivée de ces musiciens dans leur coin perdu est restée un moment passive à les écouter puis entraînée par deux jolies danseuses a fini en un impressionnant bal poussière. La tournée s'est poursuivie dans quatorze villages dont quatre nouveaux, Godo de Pella, Séguédin de Soaw, Rakalo et



Bazsiri avec toujours au programme des films africains essentiellement en mooré, succès chaque fois assuré pour *Tilai* et *Yaaba* d'Idrissa Ouedraogo, *Delwendé* de Simon Pierre Yaméogo et *Wënd Kûni* de Gaston J.M Kaboré. En première partie, un diaporama et un film sur nos précédentes tournées très appréciés des villageois qui s'y reconnaissent puis, les désormais incontournables *Charlot* et *Buster Keaton*.

Petit détour de trois jours à Ouagadougou pour le **FESPACO (1), découverte des films africains sélectionnés, rencontres avec réalisateurs et producteurs, discussions autour de notre festival**, projet d'une programmation avec des films plus récents, évocation des problèmes de droits d'auteurs... trois jours un peu courts.

Détour aussi hors de nos terres à Nougou dans le village de Georges Ouedraogo (médecin pneumologue qui nous héberge à notre arrivée à Ouagadougou) où la population nous a réservé un accueil des plus chaleureux et où **la première partie consacrée à un film de sensibilisation sur le planning familial a eu un énorme succès**.

La séance de clôture à Nazoanga a malheureusement été interrompue par l'arrivée d'un orage bref mais violent, nous n'avons pu la reporter étant à la veille de notre départ.

**Cinébrousse, un festival désormais incontournable ?** Quelques signes : la reconnaissance des villageois qui nous accueillent, l'affluence, trois à cinq cents personnes chaque soir, la fascination par les images qui racontent leur histoire, leur culture, les discussions passionnées auxquelles prennent part petits et grands fascinés aussi d'entendre le son de leur propre voix sortir d'un haut parleur, des liens formidables tissés autour du cinéma... **jusqu'au bout de la piste**.

► **Christiane FOURNEL**  
Présidente de l'association Ciné Brousse

(1) Le Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou est un des plus grands festivals africains de cinéma.

Budget 2012 :

► **550 €** ► **6 400** spectateurs ► **13** villages





# GUINÉE

## Les premiers pas de Res Publica à Conakry

Je me suis rendu en août 2012, à la demande de mon ami Sékou Koureissy Condé, Directeur Exécutif de l'African Crisis Group, à Conakry afin de découvrir le pays car on ne peut prétendre participer au développement d'un pays sans le connaître. L'organisation du territoire, par exemple, est un élément essentiel dans la formulation et la planification des projets.

J'ai profité de mon séjour pour échanger avec plusieurs ONG guinéennes afin de partager les expériences réciproques dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la sécurité alimentaire.

Les secteurs ci-dessus cités sont les domaines d'activités par excellence de Res Publica. Nous estimons que **le partage d'expériences participe au renforcement des compétences et à la recherche de solutions innovantes**. Nous pourrions par exemple, en collaboration avec des associations guinéennes, expérimenter notre modèle de soutien au système éducatif.

Conformément à la feuille de route de ma mission, le séjour a été dominé par des rencontres à différents niveaux et avec différentes personnalités de l'administration guinéenne et des organisations de la société civile.

Nous avons pu rencontrer le Ministre guinéen de la Santé avec qui nos échanges ont porté sur l'organisation et le fonctionnement des services de santé déconcentrés au niveau des villages. Avec le Chef de Cabinet du Ministre de l'Éducation Nationale, nous avons échangé sur l'organisation de l'administration scolaire en Guinée. Au cours de cet entretien, en compagnie du Docteur Koureissy Condé, j'ai pu exposer le modèle d'intervention de Res Publica dans le secteur de l'éducation.

La dernière rencontre fut avec deux structures, l'association Mères et Enfants et la Fondation Solidarité Plus Guinée. Cette rencontre fut un cadre d'échange d'expériences. Nous avons beaucoup apprécié l'engagement des dirigeants de ces deux associations pour les causes défendues qui sont aussi une des priorités de Res Publica : **La protection et la reconnaissance des femmes**.



C'est ainsi qu'avec ces deux associations, nous avons pu faire une remise symbolique de divers objets et matériels pour soutenir les femmes détenues dans la prison centrale de Conakry. Il s'agissait de matériel destiné à satisfaire les besoins élémentaires d'hygiène de ces femmes. Un poste téléviseur a également été offert aux détenues.

Suite à cette visite, Monsieur Jean-Claude Perrin, co-fondateur de Res Publica qui a effectué personnellement une visite dans la prison a jugé nécessaire de débiter un accompagnement judiciaire de ces femmes afin que leur cause soit entendue et traitée.

Dans un avenir proche, Res Publica envisage la construction d'un dispensaire en partenariat avec la Paroisse de Kindia. Une convention de financement a été signée avec le Père André Camara, Curé de la dite paroisse et porteur du projet. **Nous espérons, ainsi, conformément à notre devise, agir pour l'avenir en Guinée.**

► **Basile DARGA**  
Coordonnateur Burkina Faso



Photo d'un groupe de femmes de la prison centrale de Conakry

Budget 2012 :

► **8 500 €**

► **36 femmes emprisonnées soutenues**

► **26 journalistes formés**



Matériels destinés au magasin du centre pénitentiaire



# GUINÉE

## Des reporters solidaires en Guinée

A la demande du Dr Sékou Koureissy Condé, ancien Secrétaire Général du Conseil National de Transition (CNT), ex-médiateur de la République de Guinée et actuel Directeur Exécutif d'African Crisis Group (ACG), Res Publica se lance dans un nouveau projet : la formation de jeunes journalistes guinéens, en partenariat avec l'association Reporters Solidaires et le Club de la Presse de Guinée.

Actualité oblige. En prévision des élections législatives qui devaient avoir lieu fin juin avant d'être repoussées d'un commun accord entre la mouvance gouvernementale et l'opposition républicaine, la première session de formation des journalistes guinéens s'est tenue du 10 au 15 juin 2013 à Conakry sur un double thème, les lois sur la presse, la déontologie et l'éthique d'une part, la couverture du processus électoral et les pratiques journalistiques en période électorale d'autre part.

Vingt-six journalistes, treize filles et treize garçons, de la presse écrite, audiovisuelle, en ligne, publique et privée ont participé à cet atelier animé par quatre formateurs de Reporters Solidaires, dans une ambiance à la fois chaleureuse et studieuse. Particulièrement assidus et attentifs, **les journalistes ont mesuré l'ampleur de leur responsabilité dans la période difficile que traverse leur pays**, quand plusieurs d'entre eux ont été pris à partie par des manifestants ou ont assisté à des violences ethniques qu'ils ont relatées avec précaution afin de ne pas attiser les haines entre communautés.

Le premier numéro de « *Conakry Info* », journal école réalisé en commun sur l'accord intervenu entre les deux principaux leaders politiques, a pu être réalisé et imprimé dans les temps, puis distribué avec les attestations de participation lors d'une cérémonie de clôture réellement émouvante.

Pour Reporters Solidaires, association franco-africaine de journalistes engagés bénévolement dans la formation de jeunes confrères en Afrique francophone, et dont Saran Touré, Présidente du Club de la Presse de Guinée, est Vice-

Présidente, ce projet de trois ans, à raison de deux sessions par an, constitue un retour aux sources. En effet, l'association a été fondée en 2008 à Lyon après une première action en Guinée, à l'initiative de Boubacar Yacine Diallo, alors Président du Conseil National de la Communication et aujourd'hui président du Conseil d'Administration de la Maison de la Presse où a eu lieu cette formation. Reporters Solidaires est intervenue depuis au Maroc, au Burkina Faso et au Mali.

L'objectif de ce projet est ambitieux. **Au-delà de la professionnalisation des journalistes, pour lesquels il n'y a pas de droits de la presse sans devoirs de la presse, il s'agit de s'appuyer et de donner la parole à la société civile appelée à jouer un rôle primordial dans la consolidation de la démocratie en Guinée.**

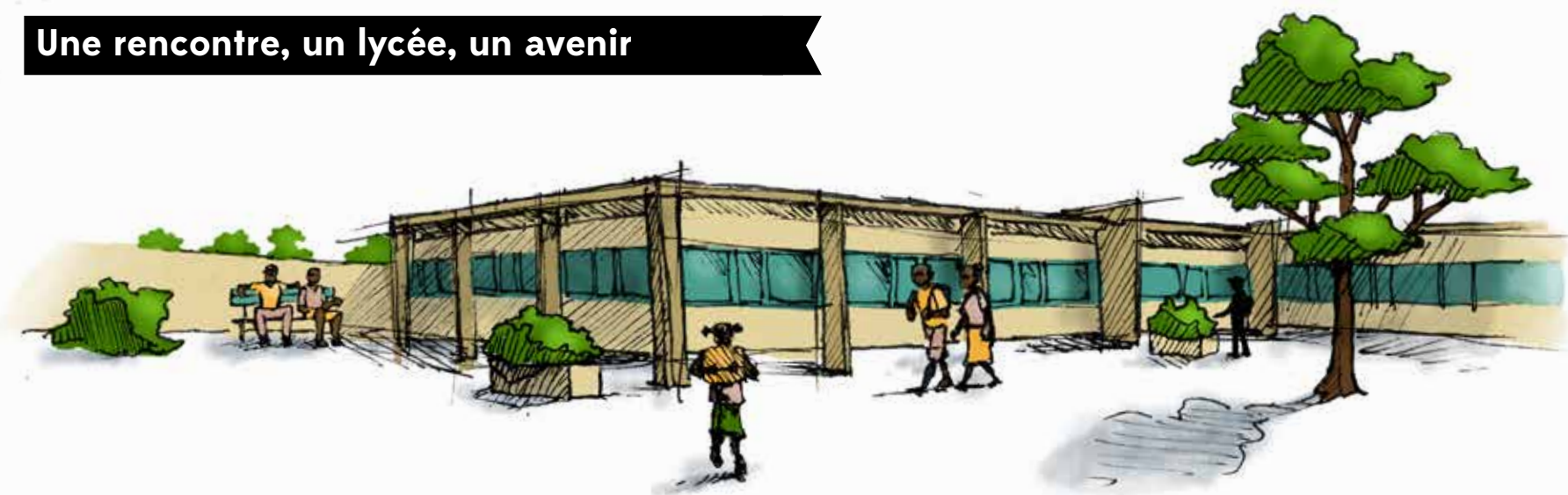
► **Christine COGNAT**  
Présidente de Reporters Solidaires





# SÉNÉGAL

Une rencontre, un lycée, un avenir



C'est à la rentrée 2003/2004 que le Collège « Jal Jeg »(1) a connu sa première promotion.

Ce collège, devenu lycée depuis janvier 2011, a vu le jour grâce à la rencontre, en 2002, entre le couple Perrin et quelques professeurs du lycée public de Fimela, dans la région du Siné Saloum.

Depuis quelques années, **les enseignants dispensaient des cours à des élèves exclus du système scolaire classique** afin qu'ils puissent atteindre le niveau du BEPC, voire plus. Les cours avaient lieu dans un bâtiment complètement « décoiffé » et sans mobilier scolaire digne de ce nom.

Les professeurs avaient cependant pu acquérir un terrain sur lequel ils envisageaient de construire un établissement. Les fonds manquaient. C'est ainsi qu'**un partenariat s'est noué entre ces enseignants dévoués et Res Publica**.

L'association a accepté de prêter sur dix ans la somme de dix millions de FCFA (15 000 €) au Groupement d'Intérêt Economique du collège. Le remboursement s'est étalé sur dix ans.

Aujourd'hui, l'ensemble de la somme empruntée a été remboursé et le partenariat s'est transformé au cours des années en amitié. Res Publica a également investi

en tables bancs, ordinateurs, photocopieuse, livres scolaires et divers autres petits appuis.

Le dernier projet qui tient à cœur aux professeurs est de créer une salle informatique d'autant plus que depuis deux ans l'électricité est arrivée dans le village. Nous les accompagnons dans cet investissement.

**Depuis sa création, cet établissement à caractère social a reçu 1 553 élèves, dont 871 filles**, au sein de ses sept classes. Le taux moyen de réussite au BEPC est de 42 % pour les quatre années où l'examen a eu lieu. Sans cet encadrement, tous ces jeunes n'auraient jamais terminé leur scolarité. Au niveau du BAC, section littéraire, 31% des élèves ont été admis en juillet 2012. De tels résultats sont bien évidemment dus au dévouement et à l'abnégation de tous les enseignants dont certains sont déjà à la retraite et d'autres sont en charge de classes au lycée public de Fimela.

► **Françoise PERRIN**  
Présidente

(1) Signifie en langue SERER, « on réussit à la sueur de son front »



L'équipe dirigeante de Jal Jeg



Deux élèves du lycée



Le meilleur élève du lycée - Classe de seconde

Budget sur 10 ans :

► 9 900 €

Prêt accordé sur 10 ans :

► 15 000 €

Bénéficiaires :

► 1553 élèves



# NICARAGUA

## El Varrilal : le bonheur au bout du tuyau



En mars 2013, j'accompagne pour la première fois Thierry Sciari dans sa mission annuelle au Nicaragua. Je découvre un pays pauvre mais formidablement dynamique.

**Notre partenaire local, l'ONG Agua Para La Vida (APLV), fait preuve d'un grand professionnalisme.** Même si l'ambiance est détendue, la motivation et le sérieux sont ressentis à tous les niveaux : agents techniques, mairies et populations. Le premier volet de la mission consiste à évaluer le réseau d'eau gravitaire réalisé en 2012 dans le village d'El Varrilal. Ensuite viendront l'étude et la validation de deux nouveaux projets prévus pour 2013 dans les villages de Yaulí et San Matias.

A El Varrilal, nous découvrons une installation conforme au projet initial. La population est heureuse de n'avoir plus à parcourir des kilomètres pour obtenir de l'eau. La visite des deux sources situées en pleine montagne, sur un chemin très escarpé, laisse imaginer le courage de tous les opérateurs du projet pour amener cette eau, d'abord jusqu'au réservoir de stockage, puis dans chaque famille.

Plusieurs visites, au hasard des maisons, permettent de vérifier que les conseils préconisés par l'ONG locale pour sauvegarder la qualité de l'eau et améliorer l'hygiène quotidienne ont bien été respectés (propreté des habitations, crémation des ordures, lutte contre la divagation des animaux domestiques, maîtrise des eaux usées, ...).

La chaleureuse inauguration (dans tous les sens du terme) du 19 mars a permis de transférer la propriété du projet à la communauté devant l'ensemble des partenaires locaux.

Une réunion avec les membres du Comité de l'eau nous a donné l'occasion d'apprécier la parfaite tenue des documents administratifs. A partir de maintenant, **le Comité élu par les habitants est autonome pour réaliser la maintenance des installations, la gestion administrative et la facturation des usagers.**

Appuyé par les autorités locales, le village a gagné son autonomie en eau, à lui de la sauvegarder sous l'œil attentif d'APLV. Res Publica revisitera le village d'ici trois ans pour valider la durabilité du projet.

La deuxième partie de la mission nous emmène dans les villages de San Matias et Yaulí, candidats au financement Res Publica pour 2013. Les deux villages présentent des configurations très différentes.

San Matias offre un habitat très dispersé. Actuellement, la population (44 familles pour 182 habitants) se fournit directement dans des petites sources de montagne dont l'eau est polluée par les activités humaines et animales. Cette eau impropre à la consommation humaine cause de nombreuses infections intestinales et des maladies de la peau.

Suite à la visite de la source, une réunion publique a permis de valider un besoin en eau important et une communauté très motivée. Les travaux de construction des latrines ont d'ailleurs déjà commencé car la mairie a versé sa quote part. Res Publica vient compléter un projet techniquement abouti qui n'attendait plus qu'un partenaire financier.

Du côté du village de Yaulí, la situation est différente. Avec un habitat plus concentré (38 familles au total), la communauté est installée tout près de la rivière. Donc, l'eau ne manque pas mais elle est impropre à la consommation humaine (la contamination en coliformes fécaux (1) dépassent largement les normes de l'Organisation Mondiale de la Santé). Dans ce cas précis, un rappel des problèmes de santé liés à la consommation de cette eau permet de relancer un élan de motivation chez la population. Même si la demande de départ avait été exprimée par le village, la prise de conscience de l'ampleur du travail à accomplir laisse percevoir quelques doutes qu'il ne faut surtout pas laisser se propager.

Ce projet d'adduction est une réelle avancée en termes d'hygiène et de santé publique, une réelle possibilité de développement pour toute la communauté.

Les habitants doivent maintenant démontrer leur motivation pour s'organiser et fournir 50 jours de main d'œuvre par famille. L'objectif est de **les faire participer pour, d'une part, abaisser les coûts de construction mais surtout, pour les impliquer au maximum dans ce qui sera leur système d'eau autogéré, à faibles coûts.** Au vu de cette expérience, je ne peux que souhaiter la pérennité de la collaboration Res Publica / Agua Para La Vida.

► **Anne-Marie BERGER**  
Membre Res Publica

(1) Coliformes fécaux : Pollution d'origine fécale que l'on retrouve dans les eaux usées et le sol. Les coliformes sont des bactéries vivant dans les intestins animaux ou humains. Ce sont donc des organismes indicateurs de la qualité de l'eau.



Budget 2012 :

► **105 635 €**

Bénéficiaires :

► **522 personnes**

### Participation des bénéficiaires au projet :

- creuser les tranchées du réseau d'eau,
- construire les latrines,
- bâtir le gros oeuvre,
- transporter les matériaux de construction,
- organiser l'hébergement et les repas des équipes de travail.



# FRANCE

## Défi Solidaire : les jeunes, acteurs et ambassadeurs de leur ville



Le Pôle Développement Local de l'Institut Bioforce mène depuis 2007 des actions visant à promouvoir les valeurs de solidarité et citoyenneté auprès d'un public jeune issu des quartiers populaires.

A travers le Défi Solidaire, Bioforce accompagne des groupes de jeunes et leurs encadrants dans la conception et la réalisation d'un projet de solidarité locale en lien avec un partenaire associatif ou institutionnel du territoire.

Ainsi, tout au long de l'année, sont proposés des temps collectifs de rencontre et de valorisation, des séances de suivi individuel, des jurys ainsi que des sessions de concertation entre professionnels de la jeunesse.

### Des jeunes et des animateurs engagés

Comme chaque année, de nombreuses structures, majoritairement situées dans les quartiers populaires de l'agglomération lyonnaise mobilisent des jeunes dans une démarche citoyenne en participant au Défi Solidaire.

Cette année, **douze groupes** de l'agglomération lyonnaise, soit plus de 70 jeunes de 13 à 18 ans sont encore en lice et regroupent des structures implantées à **Vénissieux, Lyon, Décines, Villeurbanne, Vaulx-en-Velin, Grigny et Saint-Priest**. Après une première journée collective en janvier et les jurys qui se sont tenus en avril, la cérémonie de valorisation du 5 juin a clôturé cette année solidaire.

### Un partenariat riche et durable

Depuis 2010, Res Publica joue un rôle actif aux côtés de Bioforce afin de proposer aux jeunes un dispositif toujours plus proche des besoins identifiés par les animateurs.

L'engagement de Res Publica se décline sur deux niveaux :

- Le soutien financier concernant l'organisation des temps collectifs regroupant

les structures participantes, la contribution aux budgets alloués aux groupes de jeunes afin de réaliser leur projet, ainsi qu'aux prix remis en fin de parcours,

- Le niveau opérationnel par la participation aux jurys de validation des projets, ainsi qu'à la cérémonie de valorisation pour la remise des prix et des attestations. Ces différentes facettes en font un partenaire privilégié dans le cadre de ce dispositif.

### Quelques exemples de projets en cours...

San, Oudemermi, Dollal, Jérémie, Benny, Ayoub - EPJ Léo Lagrange, Vénissieux. Leur projet : en lien avec le comité départemental handisport, animation d'atelier de boxe handisport auprès de deux jeunes porteurs de handicaps et d'enfants en école primaire.

Hanifi, Medhy, Ynes, Wass, Fahem - Centre social, Grigny. Leur projet : rencontres intergénérationnelles et mise en place d'animation en direction d'une maison de retraite de la ville.

Et beaucoup d'autres projets axés sur l'interculturalité, l'environnement, la lutte contre les violences ou les discriminations, etc.

**Toutes ces initiatives permettent à ces jeunes de s'ouvrir sur l'extérieur, d'échanger avec des publics différents, parfois peu accessibles et d'entrevoir des possibilités d'agir positivement. Un premier pas en tant qu'acteur vers le changement.**

► **Côme BESSON - Chargé de Projet | Pôle Développement Local Institut Bioforce**

Budget 2012 :

► **137 953 €**

► **13 associations soutenues**





# FRANCE

## Le PEP42 à Londres



Le SAAIS 42 (Service d'Aide à l'Acquisition de l'Autonomie et à l'Intégration Scolaire) accompagne 20 jeunes déficients visuels sur l'ensemble du département de la Loire.

Dans le cadre d'un groupe éducatif et pédagogique, l'équipe du service a monté un projet avec la participation de quatre jeunes âgés de 10 à 13 ans. L'objectif était de leur faire **découvrir des domaines de réussite dans lesquels le handicap est une force de dépassement de soi**. Quoi de plus parlant et de plus valorisant que les jeux paralympiques où des sportifs porteurs de divers handicaps

sont mis en lumière au niveau mondial, grâce à leurs performances et leurs aptitudes à s'investir et à réussir dans le domaine sportif.

L'équipe du SAAIS, les familles et les jeunes ont travaillé pendant deux ans à l'élaboration de ce projet. **Plusieurs associations et structures ont répondu favorablement à la recherche de financement** : Rétinostop - Res Publica - Fédération des Aveugles de France - Fédération Générale des PEP (1) - Squash club de Saint-Etienne - La Commanderie de St Etienne en Forez de l'Ordre des Anyssetiers.

Des partenaires ont aussi été contactés et ont soutenu l'initiative : Jérémie JANOT (ASSE), Parrain du projet - Handisport Loire - l'Equipe de France de basket en fauteuil - Yann BOURDIER, nageur paralympique - Hyacinthe DELEPLACE, athlète déficient visuel.

L'équipe du SAAIS a rencontré des sportifs, porteurs ou non de handicap et a préparé le voyage (découverte de Londres et de la Grande-Bretagne).

Ce travail a porté ses fruits puisque le 29 août 2012, quatre jeunes accompagnés de trois professionnels se sont envolés pour assister à la cérémonie d'ouverture des jeux paralympiques 2012. Leur séjour a duré trois jours durant lesquels ils ont pu assister à différentes épreuves sportives, mais aussi visiter Londres. Chacun est revenu enchanté de ce séjour qui restera inoubliable et est prêt à partir au Brésil en 2016.

### ► Le Comité de Rédaction du PEP42

(1) Pupilles de l'Enseignement Public



## RACE, une leçon de vie

Basé sur des faits réels, le film *RACE* retrace l'histoire de l'athlète noir américain Jesse Owens, de sa jeunesse à ses victoires aux Jeux Olympiques de 1936 à Berlin en pleine période nazie.

Tout débute en 1934, dans un décor teinté par les lois ségrégationnistes Jim Crow (1). Jesse Owens est alors étudiant à l'Ohio State University avec un rêve, exceller dans sa discipline, l'athlétisme. C'est là, malgré le contexte difficile pour ce petit-fils d'esclave, qu'il se noue d'amitié avec son entraîneur blanc Larry Snider. Au contact de Jesse, Larry constatera la force et la détermination de cet homme à suivre ses rêves en dépit de l'adversité. Une longue et sincère amitié naît entre les deux hommes avec pour objectif, une médaille d'or aux Jeux Olympiques de Berlin.

Nous connaissons tous la suite : les records pulvérisés, les médailles, Hitler quittant la tribune ... mais au final, **tous ces succès ont contribué à une bien plus grande victoire, la décrédibilisation du Troisième Reich face au Monde !**

Preuve que l'amitié peut transcender la haine, qu'un homme seul peut vaincre les préjugés et l'emporter sur une machine de propagande, **RACE est une leçon de vie.**

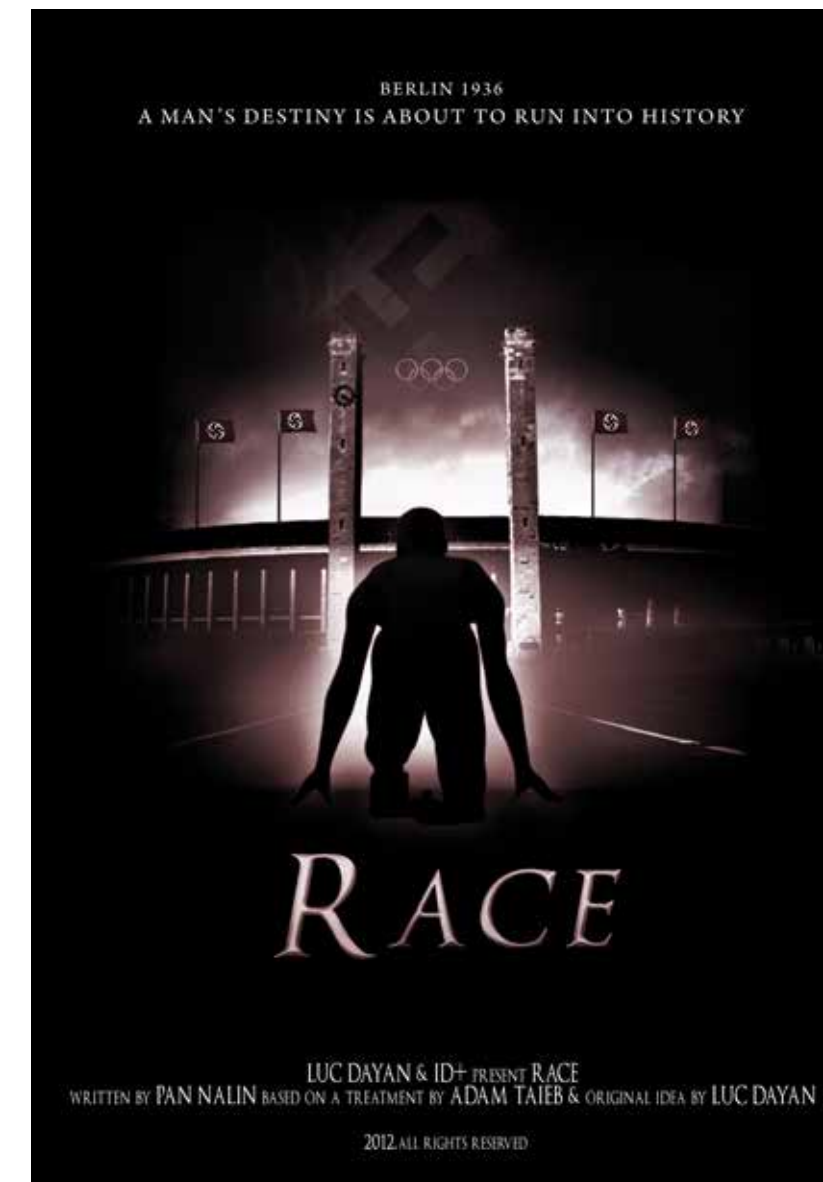
Malgré l'unanimité des instances internationales pour dénoncer ces faits, nous nous retrouvons encore trop souvent, plus d'un demi-siècle plus tard, face à de telles dérives. **Une piqûre de rappel pour notre monde moderne !**

Le thème de *RACE* correspondant aux valeurs véhiculées par Res Publica, nous avons participé dès le départ à la première vague de financement afin d'offrir à ce film l'opportunité de voir le jour.

### A bientôt sur le grand écran !

► Julien PAREDES  
Chargé de Communication

(1) Les lois « Jim Crow » est le surnom donné à toute une série d'arrêtés et de règlements promulgués dans les municipalités ou les États du sud des États-Unis entre 1876 et 1964. Ces lois, qui constituaient l'un des principaux éléments de la ségrégation raciale aux États-Unis, distinguaient les citoyens selon leur appartenance raciale et tout en admettant leur égalité de droit elles imposèrent une ségrégation de jure dans tous les lieux et services publics.





# FRANCE

## Un puzzle pour l'autisme : histoire d'une belle aventure



L'autisme est encore un handicap méconnu : les personnes concernées, au moins 500 000 en France, sont abandonnées, n'ayant pas accès aux programmes d'apprentissage évalués, efficaces et en œuvre dans d'autres pays, alors que les familles les plébiscitent. Les familles sont maltraitées et ne peuvent faire valoir leur libre choix des prestations, pourtant garanti par la loi. Elles sont dénoncées aux services sociaux, leurs enfants subissent encore des pratiques d'un autre siècle, et leur inclusion en milieu ordinaire, théoriquement garantie par la Convention ONU des Droits des Personnes Handicapées, est encore très rare.

**Notre pays a 40 ans de retard dans la prise en charge de l'autisme.** Une ministre courageuse vient de prendre le taureau par les cornes, mais se voit traînée dans la boue par ceux qui cherchent à garder argent et pouvoir.

Dans ce contexte si difficile, nous avons bien besoin d'un peu de beauté et de beaucoup de mobilisation humaine pour défendre notre cause.

**56 artistes nous ont offert leurs œuvres pour une vente aux enchères (1) le 24 avril 2013.** Ils avaient à leur disposition une pièce de puzzle en chêne massif qu'ils pouvaient customiser à leur idée.

Beaucoup s'étaient documentés sur l'autisme avant de commencer à créer une œuvre : la réflexion sur le regard a alimenté beaucoup de créations car les artistes ont repéré les difficultés d'interactions sociales de nos enfants. Un neurone au centre d'une des pièces les plus originales a retenu toute mon attention, car il allait droit à l'essentiel : l'autisme est une pathologie des synapses (2).

Un enfant lové sur lui-même, des ondulations séparées puis réunies, car une personne autiste aidée peut entrer en communication avec nous, autant

d'œuvres symboliques qui ont marqué l'intérêt des artistes pour le handicap autistique, et suscité leur revendication par ce biais du droit à la différence. Qu'ils en soient une nouvelle fois remerciés.

La mobilisation humaine nous est venue de Tajan qui a mis à disposition son espace pour la vente aux enchères et d'une association amie, Res Publica, qui a sponsorisé l'opération, mais surtout l'a animée, dans tous les sens de ce verbe. L'aide à la communication s'est doublée d'une mise en synergie de tous les acteurs réunis autour de l'opération. Leur présence chaleureuse le jour de la vente avait été précédée d'un vernissage qui a réuni tous les protagonistes, et de la rédaction d'un catalogue de la vente : chaque œuvre y est mise en valeur par une belle photo et un texte d'accompagnement, rédigé par une critique d'art, Elisabeth Petibon.

Nos associations partenaires ont suivi pas à pas l'opération sur plusieurs mois et ont été très touchées par la réussite de cette organisation plurielle. Pour ma part, j'ai fait de très belles rencontres, loin de mon horizon associatif, qui m'ont beaucoup enrichie.

A tous, un immense merci : les aventures humaines sont encore bien plus belles quand elles servent la cause de personnes vulnérables, démunies, et pourtant si attachantes. **Chaque œuvre parlait d'elles mais aussi de nous-mêmes, car les personnes autistes sont aussi un miroir de nous-mêmes.**

► **Danièle Langloys**  
Présidente d'Autisme France

(1) Les enchères des 56 œuvres artistiques ont rapporté 66 000 € au profit de l'association Autisme France  
(2) Zones de contact entre 2 cellules



1 Speedy Graphito - 2 Benjamin Spark - 3 Jeff Aérosol - 4 Albiolo - 5 Giner - 6 Céleste Java - 7 Hervé Di Rosa - 8 Mr One Teas (Anthony Alberty) - 9 Ender



# FINANCES



	2010	2011	2012	%
<b>Projets Burkina Faso</b>	<b>957 763</b>	<b>1 571 543</b>	<b>1 718 245</b>	<b>73 %</b>
Education	598 381	982 363	1 193 829	51 %
Agriculture	87 487	195 685	62 857	3%
Santé	73 314	124 513	78 337	3%
Appui aux partenaires	198 581	268 982	383 222	16 %
<b>Actions de Consolidation de Gouvernance et Paix</b>	<b>-</b>	<b>36 600</b>	<b>51 167</b>	<b>2 %</b>
<b>Projets autres Pays</b>	<b>65 051</b>	<b>105 122</b>	<b>116 156</b>	<b>5 %</b>
Nicaragua	25 487	54 571	105 635	
Guinée Conakry	17 815	-	-	
Burundi	13 140	-	-	
Biélorus	4 525	6 777	7 771	
Liban	2 750	2 700	2 750	
Sénégal	1 334	3 803	-	
Niger	-	-	-	
Mali	-	671	-	
<b>Activités France (Siège)</b>	<b>299 453</b>	<b>485 312</b>	<b>458 195</b>	<b>20 %</b>
Projets France	154 529	266 936	137 953	6 %
Frais de Fonctionnement	122 329	189 940	245 203	10 %
Dotations aux Amortissements	22 595	28 436	75 039	4 %
<b>TOTAL</b>	<b>1 322 266 €</b>	<b>2 161 977 €</b>	<b>2 343 763 €</b>	



# PARTENAIRES





# NOTES







## RES PUBLICA

Association loi 1901 - Déclaration n° 0691040534 - Préfecture du Rhône  
Immeuble Britannia, 10ème étage tour C - 20 Bd Eugène Deruelle  
69432 LYON Cedex 03 (FRANCE)  
Tél : + 33.(0)4.37.28.62.13 // Fax : + 33.(0)4.37.65.02.87  
info@respublica.asso.fr

## RES PUBLICA ONG

Arrêté n° 2001 - 64/MATD/SG/DGAT/DLPAP du 03 juillet 2001  
11 BP 788 - CMS OUAGADOUGOU (BURKINA FASO)  
Tél : + 226.50.38.03.37 // Fax : + 226.50.38.03.23  
respublica@fasonet.bf

[www.respublica.asso.fr](http://www.respublica.asso.fr)

